

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Lesley J. Wood, *Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations*, Montréal, Lux, 2015

Jozef Fleury-Berthiaume

Numéro 16, automne 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/82670ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fleury-Berthiaume, J. (2016). Compte rendu de [Lesley J. Wood, *Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations*, Montréal, Lux, 2015]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (16), 237–240.

Cette posture exige de renouveler en profondeur et de ramener en avant-plan la démocratie syndicale au bénéfice d'une certaine décentralisation, voire d'une conception de formes horizontales de pouvoir syndical. Dès lors, la nécessaire augmentation du pouvoir des membres dans et sur leurs milieux de travail, unité de base du mouvement, appelle une action syndicale plus directe et constante. De même, la solidarisation des luttes dans et hors des milieux de travail exige de renouer avec les mouvements sociaux à tous les échelons et au-delà des intérêts corporatistes pour favoriser une lutte intersectorielle globale, par la résurgence d'une société civile des mouvements sociaux unis. À cette fin, les organisations doivent réactiver des programmes d'éducation syndicale et populaire, qui font une large place à la conscientisation politique et à la maîtrise des leviers démocratiques, et préparent les membres à la militance, à la solidarité et à la mobilisation.

Enfin, à l'heure de la triple crise globale (économique, politique, environnementale) à laquelle le mouvement, selon Crevier et coll., est désormais confronté, la délicate question d'un vecteur politique (parti) ouvrier se pose avec urgence et doit être débattue sans complexe, si le mouvement souhaite réalistement définir et porter sa vision alternative de la société jusqu'aux portes du pouvoir et transformer les institutions en faveur d'un modèle social plus démocratique, plus juste et plus durable. Cela exige des organisations syndicales et sociales qu'elles réinvestissent les leviers électoraux et parlementaires, et militent activement et sincèrement pour une réforme des institutions démocratiques, à commencer par le mode de scrutin.

**Lesley J. Wood, *Mater la meute.*
La militarisation de la gestion policière des manifestations,
Montréal, Lux, 2015**

JOZEF FLEURY-BERTHIAUME

Avec la publication de son dernier ouvrage, l'auteure, militante et professeure de sociologie à l'Université York de Toronto, approfondit l'analyse des mouvements sociaux et l'évolution des dispositifs de contrôle qui en découlent. Wood revient à la charge en se penchant sur le phénomène précis de la militarisation de la gestion policière des manifestations. Cette lunette d'analyse exige de revenir sur plusieurs thèmes déjà abordés afin d'offrir une compréhension élargie des dynamiques complexes qui traversent l'histoire récente de la police nord-américaine. Elle porte ici une attention particulière sur l'évolution organisationnelle des corps policiers (professionnalisation, internationalisation et alliance avec le secteur privé d'armement) et de leurs

tactiques (utilisation des armes sublétales, accumulation de renseignements sur les individus, fin de la gestion négociée des manifestations et « neutralisation stratégique »). Son étude porte sur quatre corps policiers (Montréal, New York, Toronto et Washington) et est illustrée par l'analyse de l'utilisation d'outils intégrés à la gestion des manifestations (gaz poivre, gaz lacrymogène, pistolet *Taser*, barrières, unités policières spécialisées).

La thèse soutenue est que la restructuration néolibérale des systèmes politiques et économiques engendre une militarisation croissante des corps policiers et des stratégies du maintien de l'ordre. Sa proposition de recherche, située et assumée, tente au final de comprendre les mécaniques qui engendrent les inégalités sociales, économiques et politiques afin de « démilitariser nos relations » : « [...] dans l'état actuel des choses, nous ignorons encore bien des aspects du fonctionnement des organes répressifs du système et, *a fortiori*, des moyens les plus efficaces pour les juguler et y résister » (p. 246). En se référant à la perspective historique matérialiste de Linebaugh sur la genèse de la police et à la thèse de l'économie et des processus politiques de Tilly, la sociologue estime pouvoir mieux comprendre l'émergence de la police en tant que gardienne du *statu quo* et de l'État pacifié (ou à pacifier). Wood mobilise les écrits de Bourdieu sur la stratégie et la logique en développant ses propres conceptions de « champ de la police », de « sous-champ de la gestion des manifestations » et des « habitus » afin de se pencher « sur les pratiques, les organisations et les discours des policiers eux-mêmes dans leur lutte pour la légitimation de leur stratégie » (p. 33). De son propre aveu, elle se donne la possibilité de faire taire ses détracteurs tentés de dénoncer un processus de diabolisation des corps policiers, en tant que simples instruments au service des élites – bien qu'ils puissent en avoir aussi le rôle.

Les manifestations comme nouvelles parts de marché

La restructuration néolibérale, dans le climat actuel d'austérité, entraîne un changement de paradigme dans la gestion policière des manifestations tout en réduisant la capacité de l'État à répondre aux demandes des mouvements sociaux. Le néomanagement, défendu par les planificateurs budgétaires, considère la police telle une entreprise qui offre un « produit » ou un « service » à ses « clients » (p. 94). Les années 1990 se caractérisent par une approche professionnalisée et privatisée de la gestion de l'ordre public. Cette optique qui glorifie la recherche, les bonnes pratiques, les résultats quantifiables et l'autonomie de la police (p. 167) est profondément marquée par l'influence du secteur de la sécurité et de la défense. Le contexte « inter-transnational » post septembre 2001 exige, par ailleurs, moins de redevabilité de la part des instances du maintien de l'ordre. Lors de moments de crise de légitimité, les services de police ont dorénavant accès à une expertise militaro-industrielle internationale. Ces vendeurs-technocrates agissent comme vecteur de certification, c'est-à-dire de validation des techniques et stratégies utilisées, aussi controversées

puissent-elles être. L'intégration mondiale des champs policiers induite par la mondialisation agit, quant à elle, comme vecteur d'identification. C'est-à-dire que les corps policiers peuvent non seulement se fier à cette expertise internationale, mais en plus s'identifier aux autres corps policiers ayant adopté des tactiques militarisées similaires. « Le champ de la police professionnelle est en train de fusionner avec d'autres champs, dont ceux de l'industrie de la défense, de l'armée et des consultants en gestion » (p. 35). Si le « public » est client des services de police, de qui ces derniers sont-ils clients ? Analysant les interactions entre champ, habitus et capital, Wood conclut que les corps policiers sont devenus concomitants des complexes militaro-industriels et autres organisations professionnelles et internationales. Lors de la foire des technologies et de la formation de l'Association internationale des chefs de police de 2012, on annonce que « les donateurs [du secteur privé] bénéficieront d'un accès spécial aux “décideurs de la police” » (p. 177). C'est peu dire sur les liens qu'ils entretiennent.

Le constat le plus alarmant concernant l'imbrication de cette industrie et son influence dans la gestion policière des manifestations réside dans les projections de ventes d'armes sublétales, passant de 880,5 à 1146,2 millions de dollars de 2013 à 2018. Selon une étude de marché de 2015, cette croissance serait conséquente des mesures d'austérité gouvernementale tandis qu'« une augmentation des partenariats public-privé, des “crises économiques et des troubles”, ainsi que des “luttres sociales et de l'agitation” stimuleront les activités dans ce marché » (p. 179). D'aucuns ne sauraient s'étonner du potentiel de profits que les mesures d'austérité et les troubles sociaux procurent à cette industrie. Les manifestations qui se tiennent autour des grands sommets mondiaux deviennent des occasions d'élargir des parts de marché et des laboratoires de ces entreprises multinationales. Celle ou celui qui saura lire entre les lignes, devinera les intuitions de la sociologue. Wood se gardera, même comme militante, de franchir ce pas explicitement : que les troubles sociaux soient volontairement et délibérément provoqués par les entreprises multinationales et leurs vassaux.

Les propos de Mathieu Rigouste, auteur de la postface, sont moins nuancés. Les troubles sociaux ne sont pas que de potentielles occasions de marché. Le « capitalisme sécuritaire » s'efforce de trouver des moyens pour fabriquer « des désordres profitables et qui doivent rester encadrables, gouvernables, instrumentalisables » (p. 282). L'expérience française, basée sur une extension de la contre-insurrection démocratisée dans les milieux urbains – particulièrement paupérisés et marginalisés – révélerait un mécanisme central de l'hybridation militaropolicière : « un marché global de la violence se développe en saisissant le principe provocateur contenu dans la mécanique répressive pour faire du profit » (p. 280). La provocation est au centre d'une logique de keynésianisme sécuritaire qui stimule l'expérimentation de nouveaux marchés. Les supermarchés des « désordres gérables » représentent une source de profits colossaux et exigent une restructuration des pouvoirs à la lumière des marchés sécuritaires. Les États,

les complexes militaro-industriels et les services de renseignement participent donc de ce marché global de la violence et de cette guerre intérieure de basse intensité (p. 280).

Construction de la menace et légitimité

On n'arrête plus des militantes et militants pour leurs opinions politiques, mais bien parce que ce sont des « criminels » représentant une menace – perçue ou construite – à la sécurité nationale et au *statu quo*. Voilà, pour simplifier, la logique qui tisse la toile de la justification de ces nouveaux modes de répression *légalisée* et *démocratisée*. Toute une trame discursive criminogène et va-t-en-guerre accompagne ce phénomène qui vient, à son tour, légitimer la violence militarisée et sublétales de l'État. Ce contexte favorise une approche axée sur le renseignement et la neutralisation stratégique qui se « routinise ». Une question de fond reste à poser sur cette construction de la menace, à laquelle Wood ne répond pas, en offrant cependant des pistes de réflexion. Le pouvoir de « définir la menace » – et d'y répondre – est en fait une tentative de conservation de la *définition* de la violence légitime. Les revendications « excessives » des militantes et des militants remettent en question le *statu quo* qui lui, maintient les balises de l'État participationniste – dans sa forme néolibérale – et ses mécanismes coercitifs. Refuser le conflit isole la possibilité *réelle* de délibération et transforme les activistes en éléments conflictuels. Une vision plurielle de la justice naît de ces mécanismes de contestation spontanée ou organisée et ébranle les fondements mêmes de l'État de droit. Peut-être faudrait-il analyser le lien entre la *nature* des revendications, la criminalisation des manifestations et la militarisation de la gestion policière ? Sommes-nous dans une logique de continuité et de sophistication des mécanismes coercitifs, de la répression et de sa légitimation ? Sommes-nous devant une demande « nouvelle » de refonte juridique, sociale et politique; d'une rupture avec les modes décisionnels sans que cela n'implique une prise du pouvoir d'État ?

A fortiori, la restructuration néolibérale engendre aussi des schémas cognitifs nouveaux chez les militantes et les militants. Afin de « démilitariser nos relations », on se doit de comprendre les mécanismes qui perpétuent les structures de domination. Dans le cas précis de la *militarisation* de la gestion policière des manifestations, les militantes et militants ne devraient-ils pas investir le champ sécuritaire qui ne peut rester aux mains des professionnels de la sécurité ? Il est temps de se réapproprier le principe de délibération *réelle* sur des sujets aussi sensibles que le binôme sécurité-liberté et de faire valoir la potentialité du conflit.